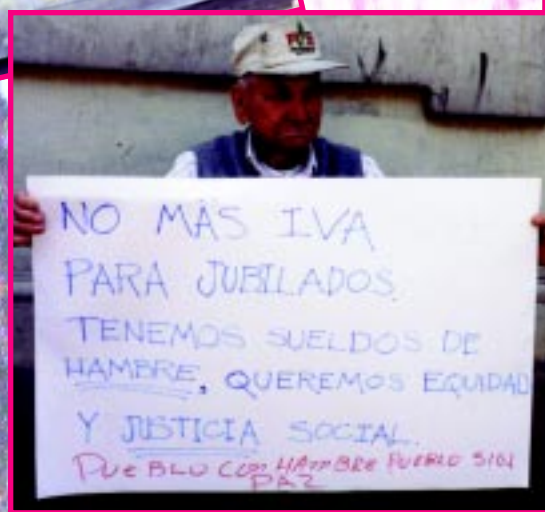
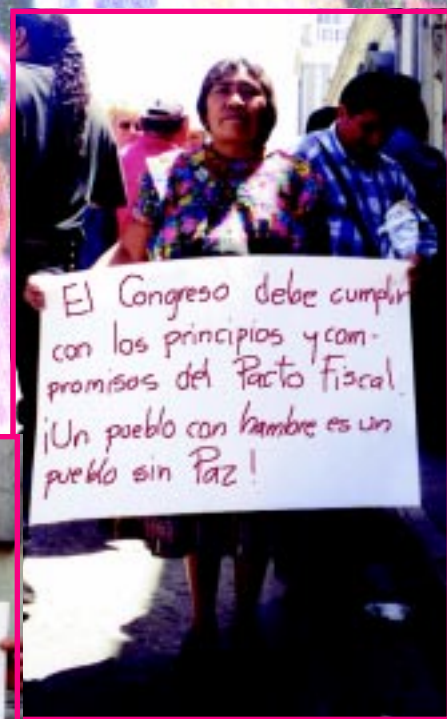




SOLIDARITÉ

Volume 23, numéro 3 • Novembre 2001



Revendiquer la justice et la démocratie

Rapport CISO , stage au Guatemala du 27 juin au 12 juillet 2001



Au pays des « hommes de maïs »

Édith Dupont

Guatemala, pays des Mayas, pays des « hommes de maïs », comme les conquistadors les appelaient.

Avec une population de près de 11 millions d'habitants, le Guatemala est le pays le plus peuplé d'Amérique centrale. La langue officielle, l'espagnol, coexiste avec 21 langues d'origine maya largement utilisées. Même si le catholicisme domine, le protestantisme est de plus en plus présent (30 %), surtout à travers les multiples sectes de souche nord-américaine (plus de 14 000 temples sur le territoire).

La société guatémaltèque compte une majorité d'Indiens d'origine maya qui peut être estimée à environ 70 % de la population, bien que les chiffres officiels minimisent leur importance (44 %). Les Indiens, pourtant majoritaires, ne détiennent ni le pouvoir politique, ni le pouvoir économique. De plus, une réalité, souvent niée au Guatemala, s'impose : la dichotomie entre les *Ladinos*, métis de descendance espagnole, essentiellement urbains, et les *Mayas* vivant principalement dans les hautes terres, d'une extrême pauvreté et objet d'un racisme profondément enraciné.

Les basses terres du Petén, dans le nord du pays, furent le foyer de la civilisation maya. Les Mayas y édifièrent des villes, des temples, des palais, des observatoires astronomiques et leurs célèbres aires de jeu de pelote. Tikal en abrite encore les ruines.

En 1530, écrasés par le conquistador Pedro de Alvarado, leurs prêtres, leurs médecins et leurs élites furent soumis à l'esclavage et la population rurale, regroupée dans des villages pour en faciliter le contrôle.

Tout leur fut interdit... Le calendrier maya, noyau de la cosmo-vision du monde, fut remplacé par le calendrier grégorien. L'*encomienda*, corvée fermière obliga-

toire au bénéfice des colonisateurs, leur fut imposée. Leurs terres furent confisquées... L'histoire des « hommes de maïs » n'est plus alors qu'une longue lutte pour obtenir le droit à leur culture, une longue révolte pour faire valoir leur droit à la terre et à la vie.

Au XXe siècle, les grands propriétaires terriens et l'United Fruit succédèrent aux conquistadors. Aujourd'hui, l'agriculture d'exportation domine l'économie. Les plantations modernes d'envergure sont consacrées au café, au coton, à la banane et à la canne à sucre (produits achetés par les États-Unis, les pays d'Amérique latine et la CEE). L'agriculture de subsistance, pratiquée principa-

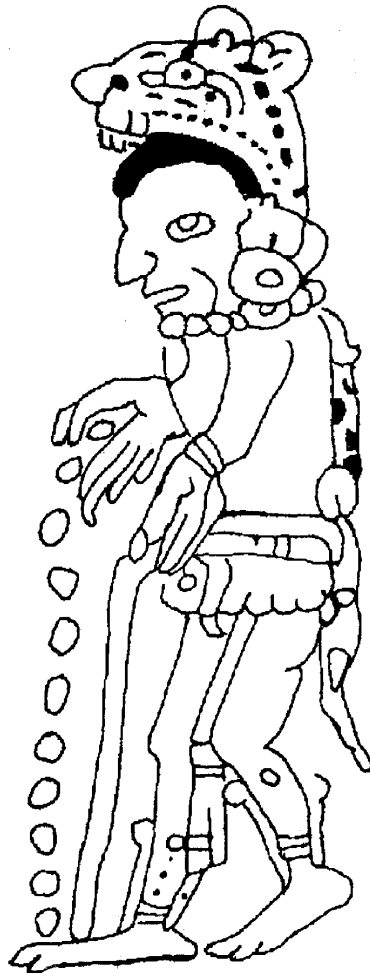
lement par la population indienne, nourrit pour ainsi dire le pays. Cependant, ne produisant pas suffisamment pour satisfaire leurs besoins, c'est par milliers que des ouvriers agricoles saisonniers en provenance des hautes terres vont travailler dans les grandes plantations.

La majorité des capitaux étrangers investis au Guatemala provient des États-Unis. Toutefois, le Japon et la Corée du Sud ont intensifié leur présence. Les investisseurs délaissent le secteur agricole au profit des activités minières, de l'exportation de pétrole et du tourisme.

Le Guatemala a connu une histoire mouvementée : déclin de la civilisation maya, conquête espagnole, multiples révoltes indiennes. Pourtant, depuis la fin des années 70 jusqu'à l'instauration d'un gouvernement civil en 1986, le pays a traversé une période de violence sans précédent. Prétextant la lutte anti-insurrectionnelle, les forces armées se rendirent responsables de véritables massacres, de déplacements massifs de populations et de l'exil de plusieurs centaines de milliers de réfugiés. Ce sont les indigènes qui ont le plus souffert de ce terrorisme d'État. Rigoberta Menchú, lauréate du prix Nobel de la paix en 1992, fille d'une famille paysanne de l'ethnie quiché, symbolise les souffrances et les espoirs des descendants des Mayas.

Les Accords de paix de 1996 ont mis un terme à une guerre civile de 36 ans. Néanmoins, la paix n'a pas amélioré les conditions de vie des Guatémaltèques. Le conflit armé au Guatemala, s'il a bifurqué du sens souhaité par la guérilla, a cependant permis de se rendre compte que, dans ce pays, aucun changement de société ne saurait s'effectuer sans les Mayas.

À l'ombre des volcans, arborant leurs costumes traditionnels, les « hommes de maïs » poursuivent leur lutte.



Un dieu maya semant du maïs



Après la Paix, revendiquer la démocratie

Colette Fournier

En décembre 1999, eurent lieu les premières élections générales au Guatemala après plus de 30 années de guerre civile ayant entraîné déplacements de populations, disparitions, assassinats et massacres. Malgré la signature des Accords de paix en 1996, le pays se retrouve aujourd'hui dans une situation difficile où le mouvement syndical et populaire continue de croire en la force des voies démocratiques et pacifiques pour obtenir une meilleure redistribution de la richesse nationale.

Ces élections ont porté au pouvoir le président Alfonso Portillo du Front républicain guatémaltèque (FRG), le parti de droite du dictateur le plus sanguinaire de l'histoire du pays, le général Efraín Ríos Montt. Sa candidature invalidée lors des présidentielles, Ríos Montt s'est fait élire président du Congrès et continue de tirer les ficelles. D'ailleurs, lors de notre séjour, son fils a été nommé général.

Le FRG applique des politiques néolibérales comprenant privatisation, coupures dans les services de santé et d'éducation et augmentation des revenus de l'État par la taxation des particuliers. À cet égard, l'IVA (taxe à la valeur ajoutée), passant de 10 % à 12 %, en

est un exemple éloquent. Alors que seulement 12 % des revenus de l'État proviennent des impôts des plus riches, le gouvernement tient un discours populiste qui laisse entendre qu'il n'a pas le choix de procéder ainsi, s'il veut atteindre les objectifs des Accords de paix.

La gauche, réunie autour de l'Alliance nouvelle nation (ANN), a presque été éliminée dès le premier tour de scrutin, ne réussissant à faire élire qu'une dizaine de députés. L'ANN regroupait également, sous son parapluie, l'Union nationale révolutionnaire guatémaltèque (UNRG), parti ralliant l'ensemble des forces de la guérilla converties à la lutte politique. Lors d'une rencontre avec son secrétaire général, nous avons été informés des conditions particulières de la vie « démocratique » au Guatemala. Il existe en effet une loi qui prescrit des règles très contraignantes pour qu'un parti politique puisse avoir une reconnaissance officielle. Il aura ainsi fallu deux ans pour que l'UNRG soit considérée comme parti. Choisir de cesser le combat armé pour investir le champ politique ne va pas de soi. La presse, par exemple, très concentrée, diffuse presque exclusivement les messages des groupes dirigeants. À titre indicatif, le propriétaire de cinq chaînes de télévi-

sion et de 32 stations de radio est un Mexicain vivant en Floride et appuyant le gouvernement Portillo.

Après avoir vécu clandestinement dans les montagnes pendant plus de 30 ans, après avoir côtoyé Che Guevara et rêvé d'une meilleure redistribution de la richesse, ces guérilleros ont déposé les armes. La négociation s'imposant, l'UNRG a signé les Accords de paix prévoyant des mesures étatiques très interventionnistes. Instituée en parti politique, elle vit aujourd'hui des déchirements internes associés au portillisme.¹

Sous ce seul angle de la lutte électorale, le profane pourrait penser qu'il n'y a pas d'issue. Pourtant, malgré des conditions sociales et économiques qui se dégradent sans cesse, la société civile s'organise. Des groupes populaires, syndicaux, paysans et indigènes s'unissent (UASP). Des initiatives d'éducation populaire se multiplient (Claridad). Des syndicats poursuivent la difficile syndicalisation dans les *maquilas* et dans les secteurs les plus vulnérables des vastes bananeraies (UNSI TRAGUA). Des organisations indigènes, plus particulièrement les femmes indigènes, occupent avec fierté de plus en plus l'espace public (CONIC). D'autres groupes luttent, au péril de leur vie, pour que les droits humains soient respectés (GAM). Des associations se forment petit à petit pour réclamer plus de dignité pour les aînés (*La Federación de Jubilados*).

Ces gens ont choisi les voies de la démocratie, celles de la parole. Ils ont abandonné les armes. Ils luttent aujourd'hui à armes inégales. Mais ils ont toujours la force du nombre et l'espoir de la solidarité.

¹ Tendance liée à une volonté de changer par l'intérieur, de négocier, d'influencer le pouvoir plutôt que de confronter le gouvernement et de jouer le rôle d'une réelle opposition.





Avoir les bananes à l'œil

Nancy Pineault
Betty Turner

La route qui nous mène à Morales-Izabal descend continuellement ; plus nous approchons de la côte, plus le temps s'emplit de chaleur et d'humidité. Les petites terres cultivées sur les versants vertigineux laissent place à de grandes propriétés : pâturages, troupeaux de bœufs, plantations de canne à sucre, bananeraies... À Morales, nous sommes accueillis par les membres de l'exécutif du Syndicat des travailleurs des bananeraies d'Izabal (SITRABI). Présent dans les huit *fincas* (fermes) de la compagnie Del Monte, le SITRABI compte aujourd'hui environ 2 800 membres, le « membership » ayant diminué de moitié, résultat des stratégies de l'employeur qui cherche activement à affaiblir le syndicat.

Del Monte, tout comme Dole et Chiquita, a utilisé le prétexte des ravages causés par l'ouragan Mitch en 1999 pour fermer des *fincas* et congédier environ 900 ouvriers. En guise de protestation, SITRABI a organisé une manifestation. Une milice a alors investi le local du syndicat, a séquestré et menacé de mort ses dirigeants. L'un d'entre eux fut sévèrement torturé. Ils ont tous été contraints

à démissionner. Certains vivent encore aujourd'hui en exil aux États-Unis.

Del Monte a également recours à la sous-traitance par l'achat de la production de fermes non syndiquées, réduisant ainsi ses coûts et le nombre de ses employés syndiqués. De plus, les travailleurs craignent souvent de perdre leur emploi, car la compagnie menace de fermer ses portes ou de procéder à une délocalisation. Dans de telles circonstances, il est évident que les revendications syndicales ne sont pas appuyées par tous les ouvriers, brisant ainsi la solidarité entre les travailleurs.

Les conditions de travail dans les bananeraies ne peuvent dès lors qu'être extrêmement difficiles. Les ouvriers coupent à la machette les régimes de bananes, travail exigeant et dangereux. L'utilisation de pesticides et d'antifongiques provoque des maladies respiratoires, des avortements spontanés, des malformations congénitales et même la perte des ongles chez ceux qui lavent les bananes. La prévention des accidents de travail est déficiente, voire inexistante.



Boîtes de Del Monte
sur la chaîne de montage

Conformément aux principes néolibéraux, l'employeur exige une productivité sans cesse plus accrue et un contrôle de qualité toujours plus sévère et à coût moindre. Suite à la signature de la convention collective, la compagnie Del Monte a instauré de nouvelles normes de qualité, imposé des quotas plus élevés et tenté d'instituer la rémunération à la pièce. L'exécutif du syndicat peine à négocier des quotas raisonnables et à obtenir que la rémunération à la pièce ne soit qu'une expérimentation.

Comment appuyer cette lutte ? Le boycott ? Oui, mais massif et limité dans le temps. On tente de syndiquer tous les travailleurs des bananeraies de l'Amérique latine. Une lutte est en cours pour l'utilisation d'un « label » syndical qui pourrait témoigner du respect des normes sociales et environnementales. Le consommateur pourrait ainsi avoir les bananes à l'œil...

Paysans sur une plantation de bananes





« La lucha por la tierra, es la lucha por la vida y la paz »

Nancy Pineault



La société guatémaltèque constitue une mosaïque culturelle extrêmement complexe, héritage de la brillante civilisation maya. Aux quatre coins du pays, les peuples indigènes vivent dans des conditions précaires : accès quasi impossible aux bonnes terres, services de santé réservés à quelques privilégiés, grande pauvreté, manque de formation, femmes privées de leurs droits les plus élémentaires, racisme permanent, répressions violentes, etc.

À la fin de la période de guerre, et au cours des négociations pour la paix, des paysans d'un peu partout se sont réunis pour évaluer l'ampleur des problèmes auxquels ils étaient confrontés et déplorer l'absence d'organisation pouvant prendre en compte leurs revendications. C'est ainsi qu'en juillet 1992, à l'instigation de 22 paysans et d'une paysanne engagés au sein de leurs communautés, après avoir consulté à trois occasions les prêtres mayas, la *Coordinadora nacional indígena y campesina* (CONIC) fut créée. Cette association oriente son action vers trois objectifs : la lutte pour le respect des droits des indigènes et de la Terre-mère ainsi que la mise en application des Accords de paix.

La CONIC, comme d'autres organisations au Guatemala, a connu, en neuf ans, un développement particulièrement remarquable donnant un écho de plus en plus fort à la voix de la paysannerie maya. En 1992, elle regroupait des paysans de six départements du pays sur un total de 22. Elle compte aujourd'hui 80 000 membres issus de 14 départements différents. Afin de fortifier et d'élargir le regroupement des forces indigènes, la CONIC poursuit l'objectif d'améliorer l'information et les échanges entre les diverses instances sociales (pouvoirs municipaux locaux, églises, groupes sociaux). L'organisme fait toutefois face à un obstacle de taille : un manque de ressources économiques réduisant ses moyens d'action. De même, la diversité des langues parlées dans le pays pose des difficultés de communication.

Traditionnellement, au sein de la société indigène, les femmes participent peu à la vie politique, ayant la charge de la famille et des enfants. Cependant, les problèmes auxquels elles se heurtent sont multiples et bien réels : analphabétisme, pauvreté, machisme, etc. D'où l'effort de la CONIC pour

promouvoir leur participation, mettre en évidence certains de leurs besoins, contribuer à les informer et à les sensibiliser, notamment par des séances de formation visant à leur permettre de connaître leurs droits et à les encourager à exprimer leurs préoccupations. Des ateliers pratiques abordent des thèmes de la vie quotidienne comme, par exemple, la culture des plantes indigènes, la fabrication de savons et de chandelles et l'utilisation des herbes médicinales. Les ateliers répondent aux besoins qu'elles formulent et respectent la culture maya. La CONIC compte sur la participation des femmes, leaders dans leur communauté, pour mobiliser leurs consoeurs.

Cette organisation est devenue en peu de temps un véritable instrument de libération pour les paysans. La lutte de la CONIC pour le respect des droits des indigènes, c'est... la lutte pour la vie et la paix.

¹ « La lutte pour la Terre, est la lutte pour la vie et la paix ».



Des femmes membres
de la CONIC



La UASP, un géant aux pieds d'argile

Roger Saucier

Le Guatemala a vécu une période de guerre interne dévastatrice qui a duré plus de trois décennies et qui s'est terminée en 1996 par la signature des Accords de Paix. Au cours de cette période, une répression violente sévissait à l'endroit des syndicats et groupes communautaires de sorte que ces organisations, qui ont vécu dans la quasi clandestinité, se sont retrouvées si perturbées qu'il leur était difficile de concevoir une forme d'action unifiée.

Cependant, à partir de 1985, le pays entre lentement en processus de négociation nationale afin de trouver une issue à la guerre qui prévaut depuis un quart de siècle. En décembre 1987, le gouvernement de Vinicio Cerezo se propose d'élever les tarifs d'électricité de 40 %. Des organisations syndicales, devant cette politique qui allait toucher durement les classes populaires les plus pauvres, décident de s'allier afin de présenter un front uni : déclaration publique et appel à la mobilisation pour s'opposer au gouvernement. Les actions qui ont suivi en janvier 1988 ont amené un rapprochement des forces syndicales du moment avec le mouvement populaire, ce qui a donné naissance à l'Unité d'action syndicale et populaire (UASP). Grâce à l'appui de la population, ce Regroupement a pu, au cours des mois suivants, entamer un dialogue avec le gouvernement et devenir un interlocuteur reconnu au niveau national. Par la suite, ces diverses organisations se sont données une orientation commune inspirée des principes suivants : justice sociale, respect des droits humains, paix et véritable démocratie.

En décembre 1996, les Accords de paix sont signés. Les dirigeants de la UASP ne considèrent pas cette signature comme un point d'arrivée, mais comme un point de départ en vue de la construction d'une nouvelle nation. Le Guatemala se retrouve de plain-pied en transition sociale et politique. La UASP

redéfinit alors ses axes stratégiques de travail en fonction de cette nouvelle conjoncture :

1. Construction d'un État fort, capable de lancer des politiques publiques ;
2. Développement dirigé vers les régions et la participation ;
3. Définition d'une politique sociale cohérente.



Selon les membres du Regroupement, ces orientations doivent être alimentées par une politique économique mettant l'accent notamment sur la création d'emplois, la hausse des salaires, le combat contre la pauvreté, la réforme en profondeur du système financier et bancaire, la lutte contre les politiques néolibérales ainsi que le respect de la libre organisation et de la syndicalisation.

Les défis de la UASP en 2001

La UASP regroupe actuellement plus d'une quarantaine d'organisations dont des syndicats des secteurs public et privé de toutes les régions du pays et, même, du secteur agricole de la production bananière. Elle rassemble des bases syndicales à caractère national aussi bien que local. S'y retrouve aussi la majorité des organisations paysannes et autochtones du pays, de luttes de femmes, de droits humains, etc. La UASP possède donc une grande représentativité.

Par ailleurs, le mouvement syndical au Guatemala doit relever des défis majeurs. Représentant à peine 3 % de la population active, il est lui-même divisé

en deux coalitions. La première, représentée par la UASP, revendique entre autres plus d'espace démocratique, de meilleurs salaires et le rejet des politiques néolibérales. La seconde est plus près du gouvernement du président Portillo dont elle reçoit des appuis significatifs (ex. nomination de ministres). Cette proximité du pouvoir politique entraîne une perte de crédibilité pour tout le mouvement syndical. De plus, les organisations de travailleurs, à cause des Programmes d'ajustement structurel (PAS) et des politiques néolibérales, sont en crise profonde : fermetures d'usines, congédiements massifs dans la fonction publique, privatisations, répression syndicale permanente, démobilisation des travailleurs, développement grandissant du secteur informel.

La UASP, de son côté, ne reçoit à peu près pas de ressources financières malgré le fait qu'elle réunisse de nombreuses organisations de la société civile. En juillet 2001, son siège se situait dans les bureaux « prêtés » par la Claridad, un institut de recherche et de formation... Le Regroupement existe et s'active grâce à l'action militante de son unique coordonnateur, Edwin Ortega.

Le contexte politique guatémaltèque est également dans un triste état. Il n'existe actuellement aucun parti politique progressiste crédible qui puisse faire valoir une critique sociale valable et prendre à sa charge les revendications issues du mouvement syndical, paysan et populaire auprès du gouvernement. La UASP, en tant que Regroupement des forces syndicales et populaires, en est venue, bien malgré elle, à jouer un rôle politique face à ce vide évident.

En conclusion, la UASP représente au Guatemala une lueur d'espoir dans cette période très sombre où se vit une exclusion permanente de la majorité de la population au bénéfice d'une oligarchie de plus en plus réduite.



Un multiplicateur de compétences syndicales

Gérard Viaud

Dans un contexte extrêmement difficile, Claridad, petit institut clairvoyant et dynamique, joue un rôle stratégique. Claridad (*Instituto de Investigacion, Formacion y Capacitacion Sindical*) reprend le nom du premier centre éducatif syndical, fondé en 1944 par un groupe d'intellectuels et de dirigeants ouvriers, qui a existé pendant l'éphémère période démocratique ayant pris fin avec le coup d'État de 1954. Il est l'expression d'un mouvement jeune s'étant manifesté à partir de 1980 alors que beaucoup de cadres syndicaux disparaissaient ou étaient assassinés et que les écoles de formation syndicale fermaient. L'Institut a repris de la vigueur en 1996 à la signature des Accords de paix. Ses animateurs ont chaleureusement accueilli le groupe de stagiaires du CISO.

Sous le ciel politico-social orageux du Guatemala, alors que plusieurs personnes rencontrées ont eu recours au mot « triste » pour qualifier la situation dans laquelle nombre de Guatémaltèques auraient perdu tout espoir, Claridad apparaît comme une des lueurs qui éclairent le chemin de la paix fragile. (cf. www.geocities.com/claridadgt)

Visées

- Proposer des outils, offrir des compétences aux bases syndicales pour promouvoir leur participation active et fortifier leur capacité de lutte et de mobilisation ;
- Réaliser des recherches sur le terrain et générer de nouvelles connaissances pour accroître la capacité d'analyse et de proposition des syndicats en s'assurant de bien coller à la réalité ;
- Élever le niveau technique et politique des dirigeants comme des membres pour améliorer le leadership ;
- Établir des centres de formation dans les six régions du pays pour mettre en place un bon réseau de communication.

Services

Quatre orientations sont toujours intégrées aux offres de formation (égalité des sexes, concrétisation des Accords

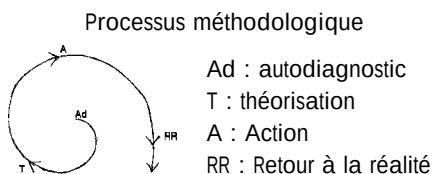
de paix, promotion des droits humains, respect des cultures indigènes).

- Un cours de base suivi de cours optionnels certifiés par un organisme universitaire suédois (organiser un syndicat, dispenser de la formation syndicale, accéder à une formation juridique) ;
- Un service conseil juridico-légal relatif au droit du travail ;
- Diffusion d'informations accessibles au public sur les positions syndicales et des thèmes syndicaux jamais traités par la presse.

Méthodologie

Développement en boucle selon les trois phases du processus de formation : Auto-diagnostic et analyse. Théorisation et Action, Travail constant à partir de situations concrètes vécues par les personnes en formation avec leur participation active à toutes les étapes.

Continuation ou reprise du processus en cas d'insuccès, mais seulement après une nouvelle analyse.



Individualisation et diffusion de la formation dans le « membership » grâce à la télématique.

Organisation

- Direction par un comité politique où siège la UASP ;
- Financement en provenance d'un syndicat suédois par l'intermédiaire du syndicat des enseignants, le STEG ;
- Mise en place de structures et de modes de fonctionnement d'une organisation démocratique à l'obtention de son statut légal.

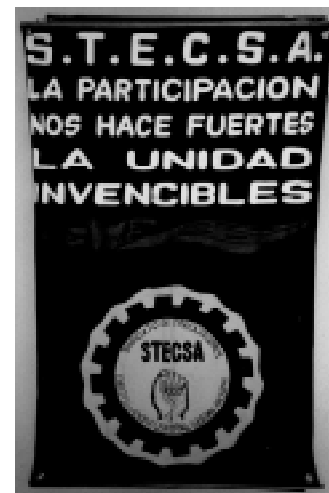
Exemple d'action

Claridad collabore avec le STECSA, le syndicat des employés de l'usine d'embouteillage de Coca-cola au Guatemala. Pendant la période de guerre civile, deux de ses secrétaires généraux et plusieurs de ses membres ont été assassinés. À la fermeture de l'entreprise en 1984, les employés ont occupé l'usine et, avec l'appui d'un boycott international, ont forcé sa réouverture. Le STECSA négocie actuellement le renouvellement de la convention collective de ses 1 200 membres dans un contexte d'automatisation accrue qui menace 275 emplois.

Pour renforcer la portée de ses interventions, le syndicat a entrepris un processus de formation à la base avec Claridad. Il s'agit d'un cours sur la négociation offert à 70 syndiqués libérés (une exception), deux heures par jour, trois fois par semaine, pendant trois semaines. Les participants s'engagent aussi à diffuser et à multiplier la formation auprès de leurs collègues.

- Deux thèmes : théories du néolibéralisme et de la négociation collective
- Deux aspects : politique (intérêts de classe) et technique
- Deux contextes : national et international (mondialisation)

Le processus implique impérativement tous les membres du syndicat.





Des services publics

Le Syndicat des travailleurs de l'éducation du Guatemala (STEG), le seul syndicat national dans son secteur, regroupe 20 000 des 80 000 personnes appartenant aux différents corps d'emploi du réseau de l'éducation. Le prestige de la fonction enseignante au Guatemala et sa présence tant au niveau local et municipal que départemental et national confèrent à ce syndicat une importance stratégique considérable.

En l'absence de convention collective, les conditions de travail se détériorent. La négociation en cours s'annonce très difficile dans le contexte de la mondialisation : privatisation des écoles publiques, décentralisation administrative sous prétexte d'autogestion locale par des comités de parents, « précarisation » de l'emploi avec l'engagement par contrat civil individuel annuel (contrat qui ne permet pas la syndicalisation et qui ne prévoit aucun avantage social), etc. D'autre part, les personnes retraitées de l'éducation reçoivent les plus petites rentes du secteur public. Cette situation, en plus de favoriser la corruption et le patronage, oblige les communautés locales à se battre chaque année pour obtenir des enseignants.

Prenons un exemple : Une enseignante à la maternelle perçoit environ 370 \$ par mois en début de carrière et 740 \$ après 25 ans de métier alors qu'une enseignante engagée par contrat civil ne reçoit en moyenne que 220 \$ et ce, peu importe ses années d'expérience.

En théorie, l'école est obligatoire. Le gouvernement prétend que les taux de fréquentation atteignent 77 % au primaire et 60 % au secondaire, mais le STEG témoigne d'une réalité toute différente. Ce ne seraient pas tant les frais de scolarité comme les pertes de revenus ou les dépenses supplémentaires, un salaire de moins ou l'obligation d'engager une aide ménagère, qui inciteraient les familles à négliger l'éducation des enfants,

L'éducation

Jean-François Delisle

et particulièrement celle des filles. Par ailleurs, le décrochage scolaire est important.

Le STEG est membre d'organisations nationales et internationales. Il dispense de la formation syndicale et de la formation pédagogique à ses membres. Tout en s'efforçant de résister du mieux possible à la détérioration de la situation, le syndicat tente de s'imposer comme une force de proposition alors qu'au moins deux volets des Accords de paix

concernent l'éducation : la situation socio-économique et le problème agraire, d'abord, l'identité des peuples indigènes, ensuite. Il participe ainsi depuis 1997 au processus d'élaboration de la réforme de l'enseignement.

La Commission consultative pour la réforme éducative a publié son rapport en mars 2001, en conclusion du Dialogue national qui a porté sur les priorités du pays, la pertinence socioculturelle, le rôle de l'État et la réforme des Conseils éducatifs. Mais il n'est pas du tout certain que le Ministère de l'éducation suive les recommandations issues de la vaste consultation qu'il a lui-même coordonnée !



La fonction publique

Michel Sawyer

Le « conflit interne », la guerre civile, a indubitablement marqué l'histoire des syndicats des travailleurs et des travailleuses de l'État guatémalteque. Ainsi, le 21 juin 1980, 17 dirigeants syndicaux de la CNT (Centrale nationale des travailleurs) ont disparu et 27 autres ont été assassinés, ce qui a grandement contribué au démantèlement du mouvement syndical. Depuis 1986, le syndicalisme dans la fonction publique est en reconstruction grâce aux militants et militantes qui savent cependant la sécurité de leurs proches et leur vie en danger. Aujourd'hui encore, le taux de

syndicalisation ne dépasse pas les 9 %.

En 1995, une grande manifestation de 60 000 travailleurs et travailleuses de l'État s'inscrit dans l'action unitaire des fonctionnaires pour obtenir une revalorisation des salaires par la reclassification des postes de travail. Le mouvement appuie également le processus de paix. Avec les Accords, l'espoir renaît puisqu'ils prévoient l'instauration d'un État de droit auquel ils assignent un rôle accru en matière de redistribution de la richesse et de régulation du développement.



dans un triste état

Les services de santé présentent également un écart marqué entre le discours officiel et la situation réelle.

En théorie, les services sanitaires sont universels et gratuits. Le système de santé propose trois portes d'entrée pour obtenir des soins. Les gens des régions éloignées sont desservis par des points de services facilement accessibles. Au besoin, on les réfère à l'un des 360 centres de santé des municipalités où sont effectués les chirurgies mineures et les accouchements. Les hôpitaux situés dans les grandes villes offrent les soins spécialisés.

La réalité est bien différente. Lors de notre passage à Santiago Atitlán (45 000 habitants), nous avons constaté que le centre de santé était fermé depuis quelques années et que le point de services ne fonctionnait pas. Monsieur Luis Larra, secrétaire général du syndicat national de la santé, membre de la UASP, confirme la condition lamentable du système sanitaire national : l'État s'est désengagé et laisse la situation s'aggraver.

Son témoignage porte sur certains points particulièrement préoccupants. Récem-

La santé

Claudine Bisson
Mireille Sarra-Bournet

ment, suivant les politiques néolibérales, une grande partie de l'hôpital Roosevelt situé dans la capitale a été privatisée, ce qui a défavorisé les moins bien nantis en les privant d'un équipement financé par les fonds publics. Aussi, le pays est aux prises avec de sérieux problèmes endémiques : malaria, fièvre dengue, typhoïde, choléra, etc. Le programme mis sur pied pour contrer ces maladies ne fonctionne plus, les frais de déplacements et de subsistance des travailleurs n'étant plus remboursés depuis six mois. Les conséquences sont désastreuses. Il y a une recrudescence de la tuberculose. Des personnes hospitalisées, ayant été contaminées durant leur séjour à l'hôpital, ont propagé la maladie dans leur village puisque vaccins et médicaments font défaut. La sous-alimentation et le retour précoce au travail aggravent la situation. Il n'y a pas de médecine du travail, alors que 62 000 accidents ont été répertoriés, ni politique de prévention des maladies indus-

trielles, comme nous l'avons constaté chez Del Monte. Aucune action n'est prévue pour contrecarrer la pandémie de sida. Les agents de la santé contaminés dans l'exercice de leur travail ne reçoivent ni traitement, ni compensation.

En réaction à l'inaction de l'État, le syndicat s'efforce d'informer et de sensibiliser les gens sur les lieux de travail et mène la lutte pour l'élaboration d'une véritable politique nationale de la santé.

GUATEMALA Dénutrition chronique

PRÈS DE LA moitié de la population infantile du Guatemala (46 %) souffre de dénutrition chronique ce qui place le pays en queue de peloton mondial entre le Bangladesh (55 %) et le Mozambique (37 %), selon une étude de l'Agence internationale pour le développement (AID) présentée hier à Guatemala. En Amérique latine, le Guatemala est le pays qui présente le taux le plus élevé devant le Honduras (32 %), Haïti (31 %), la Bolivie (28 %), la Pérou (26 %), le Nicaragua (25 %) et le Salvador (23 %). Les enfants des communautés indiennes, qui représentent 60 % des 11 millions de guatémaltèques, sont particulièrement exposés à ce fléau avec un taux estimé à 67 %.
— d'après AFP

La Presse, le mardi 30 octobre 2001

La tendance néolibérale orthodoxe inspire la politique de désengagement de l'État qui s'oppose aux objectifs déterminés par les Accords. Les travailleurs et les travailleuses de la fonction publique sont les plus touchés par le mouvement de privatisation, de déréglementation et de recours à la sous-traitance. Néolibéralisme et mondialisation obligent ! Ces mesures ont déjà entraîné 50 000 mises à pied.

Des secteurs entiers en subissent les conséquences : l'eau, l'électricité, les télécommunications, les travaux publics, etc.

Tout cela en l'absence d'entente avec les syndicats dont certains disparaissent faute de membres... Les employés des Postes négocient, avec le gouvernement et une filiale de Postes Canada, une privatisation partielle. Sitôt une entente signée, les services d'un sous-traitant guatémaltèque, dont le siège social se trouve aux Bahamas, sont retenus : l'entente n'est pas respectée et l'État légifère pour mieux la transgresser.

Le 26 mai 1996, l'État adopte une loi anti-grève visant l'ensemble du secteur public, dans lequel à peu près tous les

services sont dorénavant déclarés essentiels, ce qui revient à imposer des restrictions quasi totales au droit de grève.

Dans cette situation, la solidarité et la mondialisation des luttes figurent comme les principales solutions pour combattre pauvreté, exclusion et exploitation. Cette vision est partagée par les travailleurs et les travailleuses de l'État, fonctionnaires et ouvriers, regroupés au sein de la IUTE (Instance unie des travailleurs de l'État), elle-même partenaire de la UASP.



Syndicalisme et droits humains... toujours bafoués

Betty Turner

Dans un Airbus, véritable cocon volant, je fais la rencontre de la dure réalité du Guatemala. Ma voisine, une dame, aux beaux traits mayas, me raconte qu'elle retourne dans son pays pour les funérailles de son frère. Il a été tué chez lui à coups de mitraillette, à 6 heures du matin. Elle ne peut retenir ses larmes. Moi non plus. Elle ne sait pas pourquoi. A-t-il travaillé pour les droits humains ? A-t-il « trop » revendiqué ? A-t-il été syndicaliste ? « No se ». Le syndicalisme est toujours très réprimé, même si les travailleurs syndiqués au Guatemala ne représentent que 3 % de la population active. Pourquoi ? Parce que la lutte pour de meilleures conditions de travail est aussi une lutte pour une société plus juste, pour des changements fondamentaux qui vont à l'encontre des intérêts des multinationales et des grandes familles de propriétaires.

Par la suite, je me trouve au bureau du syndicat des travailleurs de Coca-Cola (le STECSA) à Ciudad Guatemala. Là, les murs me parlent du passé : les photographies d'ex-secrétaires généraux « assassiné le... 1979 », « assassiné le... 1980 », « disparu le... 1978 ». On me relate qu'en mai 1980, lors d'une manif, deux responsables du syndicat ont été arrêtés par la police, séquestrés, torturés puis libérés, la langue coupée et insérée dans la poche de leur chemise. Le mois suivant, la police a tué 27 membres du syndicat et a laissé leurs corps à six coins de rue du bureau où je rencontre la direction syndicale. Je frissonne, révoltée. De 1980 à 1990, plus de 90 syndicalistes ont été assassinés au Guatemala. Pour le moment, on ne tue plus les dirigeants syndicaux ; les entreprises et l'État exercent d'autres formes de pression, incluant la criminalisation de l'action syndicale.

Par exemple, les entreprises encouragent les attitudes antisyndicales pour briser la cohésion des employés, montent des campagnes de désinformation contre les employés syndiqués, offrent des primes aux employés qui appuient les décisions patronales, organisent des syndicats de boutique, paient des employés non-syndiqués pour harceler ou même attaquer les travailleurs syndiqués. Dans les maquiladoras d'assemblage de vêtements à Ciudad Guatemala, on intimide autrement : une employée est retirée du travail, séquestrée à l'usine, privée d'eau et de nourriture pour la forcer à démissionner du syndicat. Les menaces à la bombe sont fréquentes, comme aux bureaux de l'UNISTRAGUA, la veille de ma visite !

Privatisation et sous-traitance affaiblissent les syndicats et augmentent la précarité du travail. Les maquiladoras font produire de plus en plus dans des maisons privées. Le projet de réforme du système d'éducation prévoit la privatisation des écoles et l'engagement d'enseignants par contrat civil interdisant la syndicalisation.

Les multinationales se relocalisent là où la main-d'œuvre n'est pas syndiquée et prête à tout pour travailler. Les syndicats disparaissent sans recours. Le travail de syndicalisation est sans cesse à reprendre dans des conditions extrêmement difficiles ; l'intimidation dans les maquiladoras est si grande que les syndicalistes doivent travailler dans la clandestinité.

Le droit d'association est pourtant inscrit dans la Constitution et le Code du travail, les conventions collectives ont force de loi. Mais le gouvernement ne fait respecter que les lois qui permettent d'interdire la grève, de criminaliser les conflits de travail, de proscrire le prélèvement automatique de la cotisation syndicale et de faciliter le congédiement.

Les syndicalistes et les droits humains ?... Continuellement bafoués. Après les disparitions et les assassinats, ce sont les violations quotidiennes, violations institutionnalisées qui font fi du droit d'association, de négociation, du droit à un travail décent et à un revenu suffisant. Les personnes que j'ai rencontrées luttent si courageusement pour améliorer leur sort que j'ai le goût de faire quelque chose. Je veux leur donner un coup de main. Et vous ?

Photos de disparus
pendant et après la période de guerre





Du temps libre... pour la lutte

Jean Yergeau

Au Guatemala, les conditions de vie très difficiles s'aggravent quand vient le temps de la retraite. Les personnes retraitées ne font l'objet d'aucune attention particulière. Même les Accords de paix n'en font nullement mention. Elles souffrent souvent de discrimination au sein même de la famille élargie où elles doivent demeurer. Les préoccupations liées à la survie, le manque d'espace et la pénurie de nourriture incitent à les stigmatiser : elles ne rapportent rien et privent les enfants. Être retraité, c'est mener une vie de misère sans aucun secours de l'État.

La plupart des travailleuses et travailleurs du secteur privé n'ont pas de plan de régime de retraite. Les lois du travail n'imposent rien et le moindre bénéfice ne s'obtient qu'au prix d'une bataille épique. Le personnel du secteur public ne bénéficie que d'une petite rente de 200 \$ par mois en moyenne, mais avec des écarts énormes (le personnel des municipalités, par exemple, ne touchant mensuellement que 30 \$).

Erreurs et malversations accompagnent souvent le versement des cotisations à l'Institut guatémaltèque de sécurité sociale (IGSS) chargé de gérer les fonds. S'en rendent coupables des employeurs, mais aussi l'État. Durant des années, des municipalités ont retenu sur le salaire de leur personnel les montants des cotisations et de l'employé et de l'employeur sans les verser à l'Institut. Pire, dans les forces armées, on reçoit une pension sans avoir jamais versé la moindre cotisation.

Les mécanismes de sécurité sociale sont aujourd'hui mis en pièces par les Programmes d'ajustement structurel (PAS) qui ont déjà entraîné la réduction des dépenses sociales et la privatisation de plusieurs services de l'État. Les traités de libre-échange accélèrent ce processus en déterminant même les exigences et leurs échéances, secteur par secteur. La

libéralisation des marchés et la mondialisation affectent dramatiquement les retraités guatémaltèques.

Les Accords de paix prévoyaient le renforcement de l'Institut. Le gouvernement en annonce maintenant la privatisation. Il a déjà privatisé le Ministère des Postes, vendu à une société canadienne, et il n'a déposé que huit millions de dollars à l'Institut pour liquider la dette de ce ministère. On estime que la dette globale de l'État envers l'Institut atteint les 100 \$ milliards. Le personnel retraité de la Banque de développement agricole ne reçoit absolument rien depuis sa privatisation, il y a deux ans. L'État s'acharne à saborder l'Institut pourtant financé par les fruits du labeur quotidien des travailleuses et des travailleurs. Non seulement veut-il faire disparaître cette institution, mais il vise à ne pas honorer ses dettes.

Seules les personnes retraitées de l'État sont organisées, et « *La Federación de Jubilados* » compte 140 000 membres. Mais depuis plus de 15 ans, les pouvoirs publics multiplient les embûches administratives et législatives pour en em-

pêcher la reconnaissance.

« *La Federación* » se bat pour améliorer les conditions de subsistance des personnes retraitées et pour faire obstacle à la privatisation de l'Institut. Madame Paulina Pineda Aldana, sa présidente, affirme avec conviction et ardeur : « Nous ne sollicitons ni sympathie ni compassion pour nos misères, nous affirmons que nous faisons partie de la classe ouvrière à part entière. Nous sommes en meilleure position que bien des travailleurs pour défendre nos revendications parce que nous ne sommes pas perméables au chantage lié au congédiement, nous avons peu de moyens financiers, mais sommes très disponibles pour la lutte. Nous n'avons rien, mais nous avons du temps ! » Du temps pour la lutte.

« *La Federación de Jubilados* », première organisation nationale de ce type en Amérique latine, estime nécessaire l'internationalisation des luttes et des solidarités, autant des personnes retraitées que des travailleuses et des travailleurs. Elle est à la recherche de partenaires pour y œuvrer.

Des retraités du Guatemala et du Québec fraternisent





Sous le joug de la mondialisation

« La mondialisation ou la globalisation est un phénomène basé sur la doctrine du libre-commerce. Les gouvernements à travers le monde entier, que ce soit en Amérique du Nord ou dans les pays du Tiers Monde, sont absolument obnubilés depuis maintenant quinze ou vingt ans par la réduction des déficits et le contrôle de l'inflation. En même temps, les compagnies transnationales en profitent pour faire absolument ce qu'elles veulent et pour renforcer leur emprise sur les économies des pays, des régions du monde tout en continuant ou augmentant leur contrôle sur les travailleuses et travailleurs, en réduisant les salaires, en s'attaquant aux bénéfices sociaux, que ce soit dans les pays industrialisés ou dans les pays du Tiers Monde. »

Stephen Benedict ¹

Des acteurs

Institutions :

- Organisation mondiale du commerce (OMC) (la plus importante)
- Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) (propagande antisociale)
- Banque Mondiale et Fonds monétaire international (FMI) (bureaucraties qui imposent des normes) ;
- Multinationales supplantant l'État et dominant les marchés ;
- Gouvernements se soumettant aux « penseurs du profit ».

Des instruments

- Accords de libre-échange affaiblissant les protections nationales ;
- Règles de l'économie casino imposées aux gouvernements ;
- Politiques néolibérales (déficit zéro) opposées aux politiques sociales ;
- Programmes d'ajustement structurel (PAS) assujettissant les pays du Tiers Monde ;
- Zones franches et *maquiladoras* assurant la liberté des investisseurs ;
- Crises financières provoquées par les marchés financiers.

« Contrairement à ce que véhiculent les médias, les pays sous-développés ne sont ni marginalisés ni exclus de l'économie mondiale. Ils sont parties intégrantes d'un système global d'interdépendance inégale où tous les pays ont leur place, bon gré mal gré [...] Les économies du Tiers Monde remplissent des fonctions auxiliaires, mais essentielles au bon fonctionnement du capitalisme contemporain. »

Jacques B. Gélinas²

Et cela en tant que :

- réservoir de matières premières ;
- bassin quasi inépuisable de main-d'œuvre bon marché ;
- vaste zone franche (bénéficiant de privilèges fiscaux et réglementaires) ;
- marché de 4,6 milliards de consommateurs.

La mondialisation au Guatemala

Politique :	désengagement de l'État
Économie :	légalisation de la dollarisation
Taxation :	accroissement du fardeau fiscal des plus démunis
Santé :	privatisation et réduction des budgets et des services
Éducation :	privatisation, « précarisation » (contrats individuels)
Fonction publique:	réduction massive du personnel
Secteur agricole :	sous-traitance de la production (fruits et légumes)
Secteur industriel :	multiplication des zones franches
Droit du travail :	déréglementation et criminalisation des conflits
Droit d'association :	répression des syndicats et des organisations de défense des droits humains
Climat social :	exclusion, pauvreté, violence

La globalisation, « c'est l'aboutissement d'un long processus d'accumulation technologique et financière qui plonge ses racines loin dans la mondialisation capitaliste et jusque dans la mondialisation mercantiliste. [...] C'est la première fois dans l'histoire moderne, et dans l'Histoire tout court, que l'on assiste à une telle concentration de la richesse matérielle dans les mains d'un si petit groupe d'individus qui prétendent s'arroger, par le biais du marché, le droit de contrôler tous les aspects multiformes de la vie humaine, la totalité des ressources de la planète et, par là, le destin de l'humanité. »

Jacques B. Gélinas³

¹ Séminaire du CISO sur la sous-traitance, 31 mai 1997. Texte des exposés.

² *La globalisation du monde. Laisser faire ou faire ?*, Montréal, Éditions Écosociété, 2000

³ Idem.



Des maquiladoras, même à domicile

Loïc Breton
Jean-François Delisle

La *maquiladora*, symbole de la mondialisation, mais surtout instrument si malléable et si efficace pour assurer la rentabilité du libre-échange, s'implante aussi au Guatemala. Les stagiaires du CISO devaient en examiner les rouages. Ils ont rencontré une organisation syndicale qui œuvre dans ce secteur, l'UNSITRAGUA.

À la fin des années 80, le premier gouvernement de Vinicio Cerezo, en échange de prêts internationaux, a offert aux investisseurs étrangers la possibilité de s'établir au pays à des conditions très avantageuses... et secrètes. Il leur consentait des exonérations fiscales pour une période de dix ans. À l'expiration de ce délai, ceux-ci souvent ferment l'entreprise et procèdent à sa réouverture ailleurs, sous un autre nom, afin de profiter d'exemptions à répétition.

Cette manne a favorisé la création de plusieurs centaines de *maquiladoras*. Les chiffres officiels en dénombrent 276, pour un total de 95 000 travailleuses et travailleurs. L'UNSITRAGUA en recense plutôt 400 avec plus de 120 000 ouvriers : D'aucunes verraient un avantage à ne pas trop se faire connaître et profiteraient d'un fouillis administratif tangible.

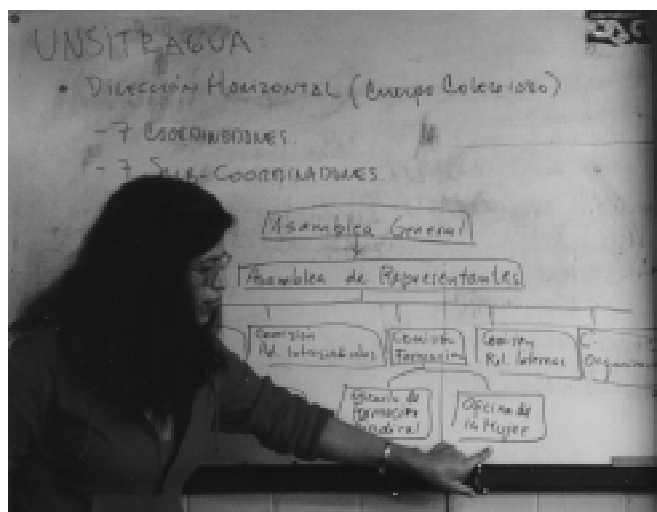
Le Guatemala, à la différence de certains autres pays, n'a pas de grandes zones franches, mais de petits foyers industriels, exempts de charge fiscale, disséminés dans la capitale et en banlieue, là où s'installent souvent les entreprises. Le capital coréen possède 60 % des *maquiladoras* ; viennent ensuite les intérêts américains, arabes et guatémaltèques. Ces entreprises se concentrent dans la confection et l'assemblage de vêtements (95 %). Quelques-unes (5 %) travaillent à la mise en conserve d'aliments. Dans le vêtement, la spécialisation (sic) est telle que les tissus arrivent déjà découpés des États-Unis.

Dans cette sphère d'activités, les conditions de travail sont nettement inférieures à celles qui prévalent dans les autres secteurs d'emploi. Ainsi, des travailleuses et travailleurs, payés en deçà du salaire minimum, sans protection de santé ni programme de prévention des accidents de travail (ex. exposition à des produits chimiques et ventilation déficiente), sans sécurité sociale, sans droit de regard sur leur horaire, doivent s'astreindre à de longues heures de labeur. Le temps supplémentaire est sou-

vent obligatoire et non rémunéré. Les ouvriers sont payés à la pièce, au volume ou au quota et sont livrés à eux-mêmes en raison notamment de la non-intervention du gouvernement : aucun contrôle, ni recours. La main-d'œuvre est féminine à plus de 90 %.

Malgré les tentatives de syndicalisation dans près de la moitié des *maquiladoras*, l'UNSITRAGUA n'a pu établir de base syndicale que dans 14 usines. Les représailles patronales ont cependant ramené ce nombre à zéro : intimidation, harcèlement, congédiement illégal, agression physique... Dans ce pays, il n'y a pas de règles qui tiennent devant l'anti-syndicalisme.

Apparaît maintenant, comme phénomène nouveau, la « sous-maquilarisation ». On expérimente une formule : la viabilité de très petites entreprises situées généralement dans des maisons privées. C'est ainsi que des *maquiladoras* sous-traitent à des conditions de travail encore plus avilissantes des activités qui relevaient autrefois de leur personnel.



Irena Barrientos,
chargée des
relations
internationales
d'UNSITRAGUA



La fin de l'histoire ou le commencement de la guerre

Raoul Lopez

9 h 30 du matin, le 11 septembre, j'écoute les nouvelles à la radio. Ce que nous craignons depuis longtemps s'accomplit... Les missiles lancés à partir des avions de combat télécommandés par Kissinger détruisent le palais du gouvernement. Allende et les révolutionnaires chiliens vont payer de leur vie l'espoir de changement. Pendant que l'humanité progressiste de la planète pleure sur le sort de cet espoir, Kissinger reçoit le prix Nobel de la paix. En justifiant le coup d'État, il répète sa célèbre phrase : « Nous ne pouvons accepter que, par l'irresponsabilité de son peuple, un pays devienne communiste ».

Vingt-huit ans plus tard, je regarde la télé. Et, exactement à la même heure, je ressens le même nœud dans l'estomac, le même sentiment d'espoir brisé, d'ordre cassé à jamais. La brutalité destructrice, sans frontière ni limite, frappe en pleine figure la puissance nord-américaine.

Qui est ce Ben Laden que les médias nous présentent comme le grand architecte à la tête d'une bande de terroristes ? Enfant chéri de la CIA, formé dans ses meilleures écoles, il a été le « guerrier de la liberté » contre l'URSS. Pour Reagan, il était l'équivalent moral des Pères fondateurs de l'Amérique. Même Hollywood était d'accord, tournant Rambo 3 dans lequel les guerriers afgano-musulmans sont les héros. Lorsque la guerre contre l'URSS s'achève, Ben Laden a amassé les millions nécessaires pour poursuivre sa propre croisade.

Kissinger est l'un des premiers à réagir aux attentats : « Aussi coupables que les terroristes sont ceux qui leur donnent appui, inspiration et financement ». Bush répète les mêmes mots quelques heures plus tard. Il semble avoir oublié qu'en agissant au nom du gouvernement des États-Unis, il a « appuyé, financé et inspiré » la terreur en Indonésie, au Cam-

bodge, au Bangladesh, en Amérique latine...

L'effroyable violence de Ben Laden, aurait-elle un sens ? En ce 11 septembre, je me demande à qui pourrait profiter cet acte criminel : Aux tenants de la ligne dure, aux partisans de la pensée unique, à ceux qui veulent imposer par la force un nouvel ordre mondial ? Les pouvoirs économiques occultes avaient une occasion en or d'étendre leur influence aux centres décisionnels. Si l'appareil militaro-industriel prenait les commandes, alors ce serait la guerre. Le 20 septembre, le congrès américain décrète la fin de l'indépendance des autres États. Ceux qui ne sont pas avec les États-Unis sont contre eux, donc des ennemis, donc des terroristes. Les conditions sont posées pour contrôler les médias, restreindre la liberté d'expression, soupçonner les défenseurs des droits humains et les organisations militantes et, enfin, criminaliser les militants anti-mondialisation. Iront-ils aussi loin qu'interdire certaines chansons, censurer la presse et la télé et brûler les livres sur l'Islam ? Les bases pour accélérer le rythme de progression

de la globalisation sont jetées.

La mondialisation peut respirer. Elle n'aura peut-être plus besoin de barrières de la honte pour protéger les décideurs économiques. On est en guerre... et la concentration de la richesse peut se poursuivre à une cadence accrue. Les riches deviendront plus riches, les pauvres encore plus pauvres.

Nous allons oublier... Oublier le Guatemala, où le libéralisme économique a réussi à faire échec aux Accords de paix ; nous allons oublier le Plan Colombie, le génocide dans l'ancienne république du Congo, l'Afrique qui meurt du SIDA ; nous allons oublier les Palestiniens ; enfin, nous allons oublier notre lutte pour un monde meilleur et nous allons nous concentrer sur les médias, sur la guerre, sur le terrorisme. Nous allons oublier que « œil pour œil rendra le monde aveugle ». Il n'y a pas si longtemps, Ben Bella, un des pères de la nation algérienne, disait : « Ce système, qui a déjà rendu les vaches folles, est en train de rendre les gens fous ». Et les fous, fous de haine, « agissent de la même façon que le pouvoir qui les génère ».

Parc de la Paix

La répression a aussi frappé les communautés rurales. Au « Parc de la Paix » reposent 13 victimes, dont des enfants de 9, 13 et 16 ans. Rappel quotidien pour la communauté de Santiago Atitlán du massacre commis par les militaires en 1990, sous le 1^{er} gouvernement civil depuis 1954. Témoin aussi du premier recul de l'armée qui, sur ordre du président, a dû se retirer. La démocratie n'est pas synonyme de paix au Guatemala.





Les Accords de paix et l'Assemblée de la société civile

Loïc Breton

Dès 1954, date d'un coup d'État orchestré par la CIA pour soutenir les intérêts de la United Fruit, et mettant fin à l'instauration de politiques modernes en santé, en droit du travail, de même qu'à la réforme agraire au bénéfice des indigènes, la violence domine la vie politique. La concentration extrême des richesses par la petite élite locale, l'exclusion sociale et économique de la très grande majorité de la population, l'absence de débat politique dans un contexte de répression et la négation de la diversité ethnique, culturelle et linguistique du Guatemala entraînent la première guérilla en Amérique latine. Le « conflit interne » armé durera 36 ans et il faudra dix ans de négociations laborieuses pour clore une longue séquence d'horribles malheurs (130 000 morts, 45 000 personnes disparues, 1 000 000 de personnes déplacées, 500 000 réfugiés, 50 000 veuves et 250 000 orphelins).

Amorcée en 1987, interrompue en 1993, la négociation aboutit à une série d'accords conclus entre 1994 et 1996. Six accords « substantifs » : sur les droits humains (Mexico - 1994), la réintégration des populations déplacées (Oslo - 1994), l'établissement d'une commission pour faire la lumière sur les violations aux droits humains et les actes de violence (Oslo - 1994), l'identité des peuples autochtones (Mexico - 1995), la situation agraire et les questions socio-économiques (Mexico - 1996), le renforcement du pouvoir civil et le rôle de l'armée (Oslo - 1996). Et trois accords de mise en opération : sur les réformes constitutionnelles et le système électoral (Stockholm - 1996), l'intégration de la UNRG (guérilla) à la vie légale (Madrid - 1996), l'échéancier de mise en œuvre et de vérification des Accords de paix (Guatemala - 1996).

L'Accord pour une paix ferme et durable est signé à Ciudad Guatemala le



29 décembre 1996 en vue d'entériner l'ensemble des accords précédents. Ces accords ouvrent le chemin qui doit conduire le pays vers la démocratie.

Au cours des pourparlers, la société guatémaltèque achemine des propositions à la table des négociations par l'intermédiaire de l'Assemblée de la société civile (ASC) qui discute et approuve chacune des ententes. Celle-ci a d'abord correspondu à la nécessité de contribuer à l'élaboration du contenu des Accords. Organisée en commissions, elle regroupe des organisations paysannes, syndicales et populaires, de défense des droits humains, de même que des personnalités indigènes, des représentants des personnes exilées, des populations en résistance, des ONG, des églises... Seul le grand patronat n'en a jamais fait partie.

Les Accords doivent se concevoir comme un tout duquel se dégagent des engagements globaux constituant une base pour solutionner les grands problèmes sociaux : assurer la participation de la société civile et rapprocher l'État et les citoyens, réformer l'État, redistribuer la richesse pour établir la justice sociale.

Cinq ans plus tard, plusieurs constats ont

de quoi inquiéter. Les réformes constitutionnelles soumises au référendum de mai 1999 n'ont pas été acceptées : elles devaient instaurer un État de droit et reconnaître le caractère pluriel, multiethnique de la nation... Le *Pacte fiscal*, conclu en mai 2000 par 130 institutions représentant la diversité du pays, n'est pas appliqué : il devait permettre de dégager les ressources nécessaires à l'application des Accords et contribuer à la justice sociale...

Le gouvernement populiste récemment élu conduit une politique néolibérale vigoureuse : privatisations, lois interdisant le droit de grève et déréglant le droit du travail, instauration de la tyrannie du marché, lois fiscales de juillet 2001 accentuant les aspects régressifs des impôts indirects. Toutes ces mesures sont en complète contradiction avec les objectifs des Accords de paix.

Dans ces circonstances, selon Edwin Ortega de la UASP, le mouvement social organisé doit modifier et redéfinir sa lutte de même que ses mécanismes de pression. Il doit adopter une attitude plus combative, fondamentalement appelée à retrouver en profondeur ses principes et ses valeurs que sont l'unité, la solidarité, la fraternité et le travail collectif.

Nos solidarités

À partir de tout ce que nous avons entendu et vu, débattu, nous affirmons que le peuple guatémaltèque, si courageux et lucide soit-il, ne peut parvenir à résoudre ses graves problèmes sociaux et économiques sans l'unification de ses forces de changement populaires, syndicales et politiques. Nous estimons qu'il y a peu d'espoir qu'il réussisse sans l'appui d'une ferme et concrète solidarité internationale. Aussi, nous nous engageons.

Des actions

- Diffuser l'information sur les conséquences du libre commerce au Guatemala, sur les difficultés et les luttes du peuple guatémaltèque, sur les liens avec nos problèmes et nos combats ;
- Promouvoir les interventions visant à faire connaître les effets de l'intégration continentale et de la ZLÉA et à faire comprendre les mécanismes de la mondialisation au Québec et au Guatemala ;
- Soutenir les actions développant la solidarité au Québec entre les syndicats et les groupes populaires et favorisant la consolidation d'une solidarité mondialisée.

Des projets

- Organiser une tournée d'échange et de discussion au Québec avec une militante ou un militant de « *La Federación de Jubilados* » sur le rôle des individus et des organisations, des citoyennes et citoyens dans les changements à réaliser dans nos sociétés en intégrant la perspective de la mondialisation de nos solidarités ;
- Appuyer au Guatemala un projet de la UASP, en partenariat avec CLARIDAD, qui vise la croissance de l'unité syndicale et le renforcement de l'action syndicale et sociale dans les entreprises, les villages et les autres lieux de luttes.

Lexique

ANN :	Alliance nouvelle nation
ASC :	Assemblée de la société civile
CEE :	Communauté économique européenne
CIA :	Agence centrale de renseignements
CLARIDAD :	Institut de recherche et de formation syndicale
CNT :	Centrale nationale des travailleurs
CONIC :	Coordination nationale indigène et paysanne
FMI :	Fonds monétaire international
FRG :	Front républicain guatémaltèque
GAM :	Groupe d'appui mutuel
IGSS :	Institut guatémaltèque de sécurité sociale
IUTE :	Instance unie des travailleurs de l'État
IVA :	Taxe à la valeur ajoutée
OCDE :	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC :	Organisation mondiale du commerce
ONG :	Organisation non gouvernementale
PAS :	Programme(s) d'ajustement structurel
SITRABI :	Syndicat des travailleurs des bananeraies d'Izabal
TECSA :	Syndicat des travailleurs de l'embouteillage central
STEG :	Syndicat des travailleurs de l'éducation du Guatemala
UASP :	Unité d'action syndicale et populaire
UNSTRAGUA :	Union syndicale des travailleurs du Guatemala
UNRG :	Union nationale révolutionnaire guatémaltèque
URSS :	Union des républiques socialistes soviétiques
ZLÉA :	Zone de libre-échange des Amériques



Les stagiaires du CISO au Guatemala en juin-juillet 2001



Solidarité est une publication du Centre international de solidarité ouvrière (CISO)

9405, rue Sherbrooke Est, Montréal QC H1L 6P3 • Tél. : (514) 356-8888 • Téléc. : (514) 356-0475

Courriel : ciso@cam.org • Site Web : www.cam.org/~ciso

Coordination : Roger Saucier • Rédaction : Claudine Bisson (FIQ), Loïc Breton (SEP-FTQ), Jean-François Delisle (FSE-CSQ), Édith Dupont (FEC-CSQ), Colette Fournier (SPGQ), Raoul Lopez (SSHQ-SCFP-FTQ), Nancy Pineault (FEC-CSQ), Mireille Sarra-Bournet (FIQ), Michel Sawyer (SFPQ), Élisabeth (Betty) Turner (CSN), Gérard Viaud (AREQ-CSQ), Jean Yergeau (AREQ-CSQ), Roger Saucier (CISO). • Comité de rédaction : Édith Dupont, Gérard

Viaud, Jean Yergeau et Roger Saucier • Relecture : Catherine Marcoux • Photos : Gérard Viaud • Infographisme :

Louise Gravel • Impression : Imprimerie Maurice Séguin • Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec

Ce stage a été rendu possible grâce à la contribution financière de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).